Perspectives chinoises

2015/4 | 2015
Façonner l'Internet chinois

Éditorial

Séverine Arsène

Traducteur : Hubert Kilian

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7204
ISSN : 1996-4609

Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 15 décembre 2015
Pagination : 3-4
ISBN : 979-10-91019-17-0
ISSN : 1021-9013

Référence électronique
Séverine Arsène, « Éditorial », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2015/4 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 04 mai 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7204

© Tous droits réservés

Éditorial

SÉVERINE ARSÈNE

Le développement exponentiel de l'accès à Internet en Chine a généré un nombre conséquent de travaux universitaires et journalistiques. Ces derniers ont essentiellement porté sur l'émergence de l'Internet en tant que plateforme d'expression publique, certes censurée mais inédite, et ont évalué sa dimension politique. Très tôt, les analyses ont mis l'accent sur les formes multiples que revêtait l'opinion publique en ligne [1] et la participation politique, avec le rôle influent joué par les figures intellectuelles publiques, les dissidents, les organisations de la société civile [2], ainsi que les mouvements patriotiques, qu'ils soient spontanés ou manipulés [3]. Les débats ont fait rage sur la question de savoir si l'émergence chez les jeunes d'une culture populaire en ligne, prenant une forme volontiers superficielle mais souvent sarcastique, pourrait conduire à un profond changement social ou à l'inverse, servir à nourrir la rhétorique modernisatrice par laquelle le régime cherche à se légitimer. Des études [4] ont également montré la complexité des interactions existant entre les opinions exprimées en ligne, les médias traditionnels et la propagande, à travers la circulation, l'amplification ou le blocage de l'information [5], et à travers la mesure de la réactivité gouvernementale face à l'action collective [6]. Une grande attention a été accordée au contrôle de l'information exercé par l'État chinois, notamment sous la forme de filtres comme le Grand pare-feu (*Great firewall)* ou sous la forme de réglementations imposant aux plateformes de réseaux sociaux la censure des contenus, ainsi qu'aux déterminants de l'autocensure du point de vue de l'utilisateur [7].

On en sait toutefois beaucoup moins sur les formes diversifiées de pouvoir intégrées dans la gouvernance de l'Internet, laquelle peut être définie de manière large comme la conception progressive, la réglementation, la gestion et l'utilisation des réseaux et des services d'Internet [8]. Les choix technologiques incorporent des visions idéologiques et des positions politiques, depuis la conception physique d'un réseau et de ses routeurs, jusqu'au développement des applications comme les moteurs de recherche et les plateformes d'expression. La conception, la mise en place et l'interprétation de mesures de régulation sont d'une importance cruciale pour encadrer l'action des utilisateurs. La manière dont les acteurs du secteur et les fournisseurs de services définissent leurs modèles d'affaires va également induire chez les utilisateurs certaines pratiques ou les exposer à certains types de risques, notamment en termes de confidentialité ou de liberté d'expression. Ces questions ne sont pas seulement entre les mains de l'État et des régulateurs. Elles relèvent aussi d'une grande variété d'acteurs plus ou moins indépendants comme la communauté technique, les associations professionnelles qui conçoivent des codes de bonne conduite, les entreprises privées, les développeurs individuels et même les hackers. Les utilisateurs, qu'ils soient individuels ou collectifs, contribuent eux aussi à donner ses caractéristiques à l'Internet, en adoptant ou non les services offerts en ligne, en formulant des plaintes relatives à des fonctions particulières, ou en les utilisant d'une manière qui n'avait pas été prévue par les développeurs ou les régulateurs [9].

Dans le cas de la Chine, ces différents aspects de la gouvernance d'Internet peuvent offrir de très précieux renseignements sur les relations de pouvoir, complexes et souvent ambiguës entre l'administration centrale et les collectivités locales, les acteurs privés et les citoyens chinois, ainsi que sur la définition de la sphère publique en ligne. Il est d'autant plus important de documenter ces différents aspects que la Chine s'est affirmée sur la scène internationale, et se bat désormais pour faire progresser ses intérêts à travers des normes technologiques, acquérir une forme de domination économique et culturelle, et défendre certains modèles de gouvernance de l'Internet mondial. En conséquence, les positions chinoises ont acquis un poids croissant sur des questions posées à l'échelle mondiale telles que la neutralité du net, la propriété intellectuelle, la vie privée, la liberté d'expression, pour ne mentionner que celles-ci.

Il ne s'agit pas d'un territoire de recherche absolument vierge. Très tôt, des études ont offert d'importantes analyses sur le développement des réseaux et des infrastructures de télécommunications en Chine dans les années 1990 et au début des années 2000 [10], particulièrement dans le contexte de l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001 [11]. Une réglementation stricte des fournisseurs d'accès à Internet [12] ainsi que leur entrée dans l'économie de marché [13] ont eu des effets ambivalents sur le contrôle de l'information.

1. Johan Lagerkvist, « The Rise of Online Public Opinion in the People's Republic of China », *China: An International Journal*, vol. 3, n° 1, 2005, p. 119-130.
2. Zhou Yongming, « Living on the Cyber Border: Minjian Political Writers in Chinese Cyberspace », *Current Anthropology*, vol. 46, n° 5, 2005, p. 779-803 ; Jonathan Hassid, « Safety Valve or Pressure Cooker? Blogs in Chinese Political Life », *Journal of Communication*, vol. 62, n° 2, 2012, p. 212-230 ; Wang Jing, « NGO 2.0 and Social Media Praxis: Activist as Researcher », *Chinese Journal of Communication*, vol. 8, n° 1, 2015, p. 18-41.
3. Wu Xu, *Chinese Cyber Nationalism: Evolution, Characteristics, and Implications*, Lanham, Lexington Books, 2007.
4. David Kurt Herold et Peter Marolt (éds.), *Online Society in China: Creating, Celebrating, and Instrumentalising the Online Carnival*, Abingdon, Oxon et New York, Routledge, 2011.
5. Guobin Yang, *The Power of the Internet in China: Citizen Activism Online*, New York, Columbia University Press, 2009 ; Johan Lagerkvist, *After the Internet, Before Democracy: Competing Norms in Chinese Media and Society*, Berlin, Peter Lang, 2010.
6. Paul Minard, « Does ICT Diffusion Increase Government Responsiveness in Autocracies? An Empirical Assessment of the Political Implications of China's Internet », *Journal of Contemporary China*, vol. 24, n° 96, 2015, p. 1048-1069.
7. « China », OpenNet Initiative, 2009, http://opennet.net/research/profiles/china (consulté le 23 octobre 2015) ; Gary King, Jennifer Pan et Margaret E. Roberts, « How Censorship in China Allows Government Criticism but Silences Collective Expression », *American Political Science Review*, vol. 107, n° 2, 2013, p. 326-343 ; Jason Q. Ng, *Blocked on Weibo: What Gets Suppressed on China's Version of Twitter (and Why)*, New York, The New Press, 2013 ; Séverine Arsène, « De l'autocensure aux mobilisations », *Revue Française de Science Politique*, vol. 61, n° 5, 2011, p. 893-915.
8. La gouvernance de l'Internet est différente du e-gouvernement, qui fait référence à l'utilisation de plateformes électroniques dans le but de moderniser les services publics et les administrations. Voir par exemple Jesper Schlæger, *E-Government in China: Technology, Power and Local Government Reform*, Abingdon, Oxon et New York, Routledge, 2013.
9. Éric Brousseau, Meryem Marzouki et Cécile Méadel (éds.), *Governance, regulations and powers on the Internet*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, 2012.
10. Zhou He, « A History of Telecommunications in China: Development and Policy Implications », *in* Paul S.N. Lee (éd.), *Telecommunications and Development in China*, Cresskill, NJ, Hampton Press, 1997, p. 55-87 ; Milton Mueller et Tan Zixiang, *China in the Information Age: Telecommunications and the Dilemmas of Reform*, Westport, Greenwood Publishing Group, 1997 ; Eric Harwit, *China's Telecommunications Revolution*, Oxford, Oxford University Press, 2008.
11. Kenneth J. DeWoskin, « The WTO and the Telecommunications Sector in China », *The China Quarterly*, n° 167, 2001, p. 630-654 ; Richard P. Suttmeier et Yao Xiangkui, « Standards and the State: Chinese Technology Policy in an Age of Globalization », *in* Elspeth Thomson et Jon Sigurdson (éds.), *China's Science and Technology Sector and the Forces of Globalization*, Singapore, World Scientific, 2008, p. 79-117 ; Heejin Lee, Shirley Chan et Sangjo Oh, « China's ICT Standards Policy after the WTO Accession: Techno-National versus Techno-Globalism », *Info*, vol. 11, n° 1, 2009, p. 9-18.
12. Henry L. Hu, « The Political Economy of Governing ISPs in China: Perspectives of Net Neutrality and Vertical Integration », *The China Quarterly*, n° 207, 2011, p. 523-540.

Les formats d'expression spécifiques autorisés par les plateformes de réseaux sociaux sont déterminés par, et déterminent les contours des controverses et influencent le caractère viral des scandales en ligne [14]. On sait aussi que les algorithmes mis en place par les moteurs de recherche reflètent des choix politiques et des tendances commerciales [15]. Malgré tout, ces études restent rares et un effort de recherche bien plus important est nécessaire pour permettre l'analyse des différents aspects de la gouvernance de l'Internet en Chine.

Ce numéro spécial est une contribution qui va dans ce sens. Les deux premiers articles soulignent combien le contrôle de l'information et la propagande exercés par le gouvernement chinois reposent sur des aménagements institutionnels et la conception des plateformes de l'Internet. Rogier Creemers analyse les récents réaménagements des administrations responsables de la régulation de l'Internet comme un moyen de centraliser l'autorité et de poser les bases d'une informatisation accélérée du pays, tout en réduisant le risque politique potentiel par une canalisation des contributions sensibles vers des plateformes semi-privées telles que l'application pour mobile WeChat. Malgré le fait que peu des récentes mesures annoncées soient totalement nouvelles, argumente-t-il, lorsqu'elles sont envisagées dans leur ensemble, elles montrent que les autorités chinoises ont fait de l'informatisation la colonne vertébrale de leur nouvelle approche d'une gouvernance basée sur l'analyse des données et sur le contrôle omniprésent des comportements politiques et sociaux.

En se référant à des documents relatifs aux politiques publiques et à l'observation de micro-blogs officiels, Angela Ke Li étudie la manière dont les autorités chinoises ont construit une approche plus personnelle et plus affective de la gestion de l'opinion publique ces dernières années, en accord avec l'évolution idéologique de l'actuel dirigeant et de son leitmotiv d'« énergie positive ». Pour y parvenir, les autorités ont pris des mesures à l'encontre de comptes Weibo réputés sensibles, tout en cooptant certains leaders d'opinions en ligne, un processus qui a privé Weibo de son attractivité en tant que forum public plutôt libéral. Dans le même temps, les utilisateurs d'Internet se sont tournés vers WeChat, dont la conception semi-privée et interpersonnelle s'est révélée être plus adaptée à la demande croissante pour les réseaux mobiles et à des contraintes politiques plus strictes. À la fois cause et conséquence de l'effondrement inattendu de Weibo dans le paysage chinois de l'Internet, WeChat, par ses aménagements spécifiques sur le plan du partage d'informations, a contribué à canaliser le discours critique en ligne vers des espaces plus discrets, et peut-être moins influents, mais non moins surveillés.

Les deux articles suivants analysent l'impact des infrastructures techniques et des normes de l'Internet sur la définition d'un Internet « chinois », une dimension déterminante pour les intérêts stratégiques chinois. Séverine Arsène éclaire l'histoire de l'intégration de la Chine dans le système des noms de domaine, avec la création et la gestion d'extensions telles que « .cn » ou « .中国 ». Ce processus montre comment les ingénieurs chinois et les décideurs politiques ont eu à combiner l'aspiration à la cybersouveraineté avec la nécessité de l'interconnectivité mondiale. Cet article souligne également le poids des contraintes techniques et pratiques sur les relations de pouvoir entre les entreprises privées et les autorités. Alors que les premières seraient prêtes à se soumettre à un certain degré de contrôle dans l'objectif d'offrir un service plus localisé et plus efficace, les dernières ne peuvent faire peser qu'un poids administratif limité sur les acteurs locaux et étrangers, faute de quoi ceux-ci pourraient relocaliser leur activité à l'étranger.

En comparant Wikipédia en chinois et l'encyclopédie en ligne Baidu Baike, Han-Teng Liao montre que Wikipédia en chinois est conçue pour accueillir les contributions et le lectorat de toutes les communautés sinophones dans le monde, alors que Baidu Baike est plus « centrée sur le continent », ce qui contredit quelque peu l'aspiration des autorités chinoises à une influence mondiale. Ces différences ont émergé de l'environnement réglementaire spécifique qui encadre ces deux encyclopédies et des principes normatifs de leurs fondateurs, qui se sont traduits par des choix procéduraux, éditoriaux et linguistiques. Par exemple, le processus de vérification des articles de Wikipédia est entièrement géré à la base, par des éditeurs privilégiés (*gatekeeper*) sélectionnés par la communauté, tandis que les contenus de Baike sont relus en dernier lieu par les employés de Baidu. Basée en Californie, Wikipédia est soumise à une réglementation bien plus ouverte en termes de liberté d'expression, même si les éditeurs accordent plus d'attention aux questions de propriété intellectuelle que les éditeurs de Baike. L'interface de Baike ne permet que les caractères simplifiés, tandis que l'interface de Wikipédia a été non seulement développée pour afficher les caractères chinois simplifiés et traditionnels, mais aussi des variantes locales du chinois.

Tous les articles montrent combien des considérations idéologiques, politiques et stratégiques sont incorporées dans les choix technologiques et se traduisent dans des configurations spécifiques en ligne, lesquelles influencent à leur tour les utilisateurs de l'Internet. Mises ensemble, ces études mettent également en lumière le fait que ces configurations sont le résultat d'interactions entre des catégories multiples d'agents, depuis le gouvernement central jusqu'aux concepteurs de Baike et Weibo, en passant par les ingénieurs qui représentent la Chine dans les discussions mondiales sur les noms de domaine, les contributeurs individuels et les administrateurs des encyclopédies en ligne. Avec ces contributions, ce numéro spécial tente de dessiner une vision à la fois multiple et nuancée de la gouvernance de l'Internet en Chine.

Bien sûr, un grand nombre d'autres aspects et d'acteurs susceptibles d'être étudiés ne sont pas évoqués dans ce numéro spécial. Nous avions aussi espéré inclure des études sur la montée en puissance (ou l'échec) des grandes entreprises privées ou des start-ups dans le cadre des campagnes d'informatisation par exemple. Le développement de l'Internet mobile, en particulier dans la Chine rurale et au sein des communautés marginalisées[16], aurait également dû recevoir plus d'attention, comme le méritaient beaucoup d'autres perspectives. Malgré tout, il s'agit là d'un premier pas et d'un appel à conduire plus de recherche sur les différents facteurs institutionnels, économiques et technologiques qui contribuent à façonner l'Internet chinois.

Traduit par Hubert Kilian.

13. Johan Lagerkvist, « In the Crossfire of Demands: Chinese News Portals between Propaganda and the Public », *in* Jens Damm et Simona Thomas (éds.), *Chinese Cyberspaces: Technological Changes and Political Effects*, Londres, Routledge, 2006, p. 42-63.
14. Thomas Poell, Jeroen de Kloet et Zeng Guohua, « Will the Real Weibo Please Stand up? Chinese Online Contention and Actor-Network Theory », *Chinese Journal of Communication*, 2013, vol. 7, n° 1, p. 1-18 ; Jonathan Sullivan, « China's Weibo: Is Faster Different? », *New Media & Society*, vol. 16, n° 1, 2014, p. 24-37.
15. Jiang Min, « The Business and Politics of Search Engines: A Comparative Study of Baidu and Google's Search Results of Internet Events in China », *New Media & Society*, vol. 16, n° 2, 2014, p. 212-233.
16. Sur les pas de Jack Linchuan Qiu, *Working-class Network Society: Communication Technology and the Information Have-less in Urban China*, Cambridge, MA, MIT Press, 2009 ; Elisa Oreglia (éd.), Special feature: « The "Sent-Down" Internet: Using Information and Communication Technologies in Rural China », *Chinese Journal of Communication*, vol. 8, n° 1, 2015.